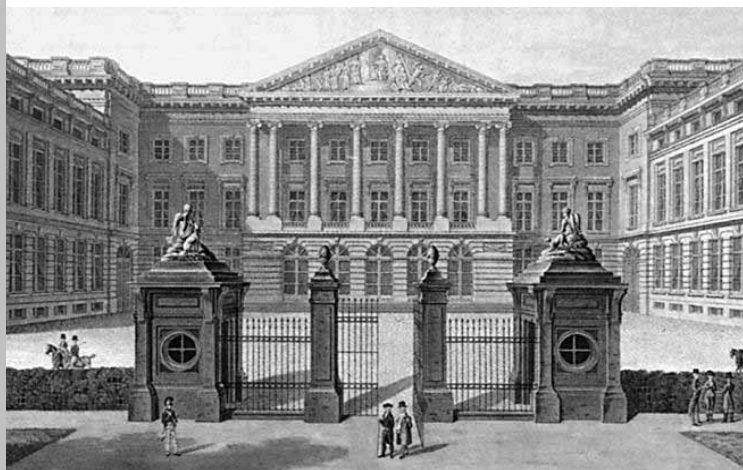


Sénat de Belgique

Session ordinaire 2006-2007



3-182

Séances plénières

Mardi 17 octobre 2006

Séance de l'après-midi

Annales

Belgische Senaat

Gewone Zitting 2006-2007

Handelingen

Plenaire vergaderingen

Dinsdag 17 oktober 2006

Namiddagvergadering

3-182

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
CDH	Centre Démocrate Humaniste
ECOLO	Écologistes
FN	Front National
MR	Mouvement réformateur
PS	Parti Socialiste
SP.A-SPIRIT	Socialistische Partij Anders – SPIRIT
VL. BELANG	Vlaams Belang
VLD	Vlaamse Liberalen en Democraten

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire	Inhoudsopgave
Composition d'un groupe politique.....4	Samenstelling van een fractie..... 4
Composition de commissions4	Samenstelling van commissies 4
Composition des délégations4	Samenstelling van afvaardigingen 4
Déclaration du gouvernement sur sa politique générale4	Verklaring van de regering over haar algemeen beleid..... 4
Excusés.....14	Berichten van verhindering 14

Présidence de Mme Anne-Marie Lizin*(La séance est ouverte à 16 h 00.)***Composition d'un groupe politique**

Mme la présidente. – Par lettre du 17 octobre 2006, M. Wille, président du groupe politique VLD, nous communique que M. Jean-Marie Dedecker ne fait plus partie de ce groupe politique.

– **Pris pour notification.**

Composition de commissions

Mme la présidente. – Le Sénat est saisi d'une demande tendant à modifier la composition de la commission des Finances et des Affaires économiques :

– Mme Margriet Hermans remplace M. Jean-Marie Dedecker, en tant que membre effectif. *(Assentiment)*

Composition des délégations

Mme la présidente. – Le Sénat est saisi d'une demande tendant à remplacer M. Jean-Marie Dedecker par Mme Margriet Hermans comme membre effectif dans la délégation à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. *(Assentiment)*

Déclaration du gouvernement sur sa politique générale

M. Guy Verhofstadt, premier ministre. – Avec circonspection et détermination. Tel fut le message véhiculé par la déclaration de politique l'année passée. Tel fut également l'essence du Contrat de solidarité entre générations que nous présentions à l'époque.

La déclaration de politique, aujourd'hui, est bâtie sur les mêmes fondations. La même détermination. La même circonspection. Mais détermination et circonspection ne sont rien sans engagement. L'engagement s'impose donc comme notre troisième fondement.

Car il existe, en fait, deux façons de faire de la politique, deux façons d'administrer un pays. Tout comme il existe deux façons de tenir la barre d'un navire. Soit l'unique inquiétude est de garder son navire à flot. Sans balise spécifique, sans but précis. Se laisser bercer par les flots, au gré du vent. Soit, dans le rôle du capitaine, l'on a une mission et l'on veut exaucer un rêve. Avec un objectif tout tracé à l'esprit. Même si l'on sait que l'on devra parfois braver eaux houleuses et tempêtes violentes. Que l'on devra repousser ses limites.

Et bien, repousser les limites. C'est l'objectif de la politique. La politique, c'est plus qu'une simple question de gestion et d'administration. C'est avant toutes choses une question de vision, de vision de l'avenir. Une question d'engagement, d'engagement orienté vers l'avenir, de responsabilités à assumer.

Même en des circonstances difficiles, surtout en des circonstances difficiles.

Voorzitter: mevrouw Anne-Marie Lizin*(De vergadering wordt geopend om 16.00 uur.)***Samenstelling van een fractie**

De voorzitter. – Bij brief van 17 oktober 2006 deelt de heer Wille, voorzitter van de VLD-fractie, mee dat de heer Jean-Marie Dedecker niet langer deel uitmaakt van deze fractie.

– **Voor kennisgeving aangenomen.**

Samenstelling van commissies

De voorzitter. – Bij de Senaat is een voorstel ingediend tot wijziging van de samenstelling van de commissie voor de Financiën en voor de Economische Aangelegenheden:

– mevrouw Margriet Hermans vervangt de heer Jean-Marie Dedecker, als effectief lid. *(Instemming)*

Samenstelling van afvaardigingen

De voorzitter. – Bij de Senaat is een voorstel ingediend om in de afvaardiging bij de Parlementaire Assemblee van de Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa de heer Jean-Marie Dedecker te vervangen door mevrouw Margriet Hermans als effectief lid. *(Instemming)*

Verklaring van de regering over haar algemeen beleid

De heer Guy Verhofstadt, eerste minister. – Bedachtzaam en vastberaden. Dat was de boodschap van de beleidsverklaring vorig jaar. En dat was ook de essentie van het Generatiepact dat we toen bekendmaakten.

De beleidsverklaring van vandaag is op dezelfde fundamenten gebouwd. Even vastberaden. Even bedachtzaam. Maar vastberadenheid en bedachtzaamheid betekenen niets zonder engagement. Engagement is daarom ons derde fundament.

Want er zijn in feite twee manieren om aan politiek te doen, twee manieren om een land te besturen. Net zoals er twee manieren zijn om een schip te besturen. Ofwel is je enige zorg je schip drijvende te houden. Zonder specifiek baken, zonder duidelijk doel. Voortdobberen, in eender welke richting. Ofwel heb je als kapitein een missie, een visie, een droom. Met een klaar doel voor ogen. Ook al weet je dat je soms woeste wateren en zware stormen zal moeten trotseren. Je grenzen zal moeten verleggen.

Welnu, grenzen verleggen. Dat is het doel van de politiek. Politiek is meer dan alleen een kwestie van beheren en besturen. Het is ook en vooral een kwestie van visie, van kijken naar de toekomst. Een kwestie van engagement, van toekomstgericht engagement, van het nemen van verantwoordelijkheid.

Ook in moeilijke omstandigheden, vooral in moeilijke omstandigheden.

C'est ce que nous faisons à l'étranger. Plus de 1.100 de nos soldats opèrent dans des missions à l'étranger. Voici quelques semaines que nos soldats ont été envoyés au Liban pour rétablir la paix dans l'un des foyers du Moyen-Orient. Nous avons des soldats en Afghanistan. Là, ils veillent à donner enfin une chance à la démocratie. Pour s'assurer que les Talibans ne reviennent pas au pouvoir. Que les femmes bénéficient à nouveau des droits dont elles ont été privées durant tant d'années. Nous sommes également présents au Kosovo et en Bosnie pour éviter le déclenchement d'une nouvelle guerre civile dans les Balkans. Et nous investissons dans la paix et la démocratie au Congo, ce pays qui, dans une quasi-indifférence, fut le théâtre du plus grand drame humain des décennies écoulées, drame dont les victimes se comptent par millions.

Là encore, nous prenons nos responsabilités. Ces missions ne sont pas aisées. Il s'agit bien souvent de missions à haut risque. Mais aspirer à la paix ou à un monde meilleur sans prendre soi-même un engagement, c'est choisir la facilité. Et clamer haut et fort que c'est aux autres de le faire relève même de la lâcheté. C'est pourquoi je veux profiter de cette tribune pour remercier avant tout nos soldats de la paix et leurs familles. Ce sont eux qui, en effet, assument la plus grande responsabilité.

Mais revenons-en à notre engagement au Congo. Il y a sept ans, nous sommes retournés au Congo. Pour contribuer à la fin de la guerre civile. Pour remettre la démocratie sur les rails. Avec le concours de la communauté internationale, nous avons accompagné le Congo sur la voie du changement.

Et nous voulons continuer ainsi. Lorsque la période de transition aura abouti positivement, et que la démocratie congolaise aura pris son envol, nous proposerons au club de Paris de remettre, préalablement, les dettes bilatérales du Congo. Nous le ferons en tout état de cause en 2007. Car nous voulons que le Congo puisse véritablement bénéficier d'un nouveau départ, fondé sur une démocratie saine, des finances saines. Il appartient naturellement aux Congolais de réaliser cet objectif. Et ils pourront réellement compter sur notre soutien.

C'est un important soutien que nous comptons offrir, un soutien permettant aux efforts que nous dédions à la coopération au développement de passer l'année prochaine à 0,55%. Nous sommes donc parfaitement dans les délais pour atteindre en 2010 les 0,7%.

En Europe aussi, nous nous engageons. L'unification européenne est le plus grand succès politique de l'histoire. Jamais l'Europe n'a connu une paix si durable, une prospérité si notoire et une solidarité mutuelle si importante.

L'Europe ne mérite donc pas le cynisme quasi généralisé qui circule aujourd'hui presque partout. Ce cynisme est attisé par des polarisations artificielles, des polarisations entre les anciens et les nouveaux États membres, entre les grands et les petits pays. Des polarisations qui ne mènent qu'à une chose : au statu quo et à la régression.

Ces cinquante dernières années, le projet européen a toujours été propulsé par deux moteurs. Le moteur de l'approfondissement et celui de l'élargissement. Mais la seule façon de maintenir l'équilibre entre élargissement et approfondissement, la seule façon de veiller à ce que

Zoals we doen in het buitenland. Meer dan 1.100 van onze soldaten opereren in buitenlandse missies. Sinds enkele weken zijn Belgische soldaten vertrokken naar Libanon om vrede te bewerkstelligen in een van de vuurhaarden van het Midden-Oosten. Onze soldaten zitten in Afghanistan waar zij ervoor zorgen dat de democratie eindelijk een kans krijgt. Dat de Taliban er niet terug aan de macht komt. Dat vrouwen opnieuw rechten krijgen die hen zovele jaren werden ontnomen. We zijn ook aanwezig in Kosovo, in Bosnië om een nieuwe burgeroorlog op de Balkan te voorkomen. En we investeren in vrede en democratie in Congo waar bijna in stilte het grootste menselijke drama van de afgelopen decennia heeft plaatsgevonden, met miljoenen doden.

Ook daar nemen we onze verantwoordelijkheid op. Dat zijn geen gemakkelijke opdrachten. Het zijn vaak heel risicovolle operaties. Maar verlangen naar vrede of een betere wereld zonder zelf een engagement op te nemen, is gemakkelijk. En roepen dat de anderen het dan maar moeten doen, is zelfs laf. Ik wil daarom van deze tribune gebruik maken om eerst en vooral onze vredessoldaten en hun families te bedanken. Zij nemen immers de grootste verantwoordelijkheid.

Om even terug te komen op ons engagement in Congo. Zeven jaar geleden zijn we naar Congo teruggekeerd. Om de burgeroorlog te helpen stoppen. Om de democratie terug op gang te trekken. We hebben samen met de internationale gemeenschap Congo op weg geholpen.

En we willen dat ook blijven doen. Wanneer de transitieperiode positief wordt afgesloten en een Congolese democratie is opgestart, zullen we aan de club van Parijs voorstellen om de bilaterale schulden van Congo vervroegd kwijt te schelden. Wij zullen dat in 2007 in elk geval doen. We willen namelijk dat Congo echt een nieuwe start krijgt met een gezonde democratie, met gezonde financiën. Daar moeten de Congolezen natuurlijk zelf werk van maken. Maar daar kunnen wij hen daadwerkelijk in steunen.

Het is een belangrijke steun die we gaan leveren, een steun die er mee voor zorgt dat onze inspanning voor ontwikkelingssamenwerking volgend jaar zal stijgen naar 0,55%. We zitten dus perfect op schema om in 2010 de 0,7% te halen.

Ook in Europa bewijzen we ons engagement. De Europese eenmaking is het grootste politieke succesverhaal van de geschiedenis. Nooit tevoren kende Europa zo'n duurzame vrede, zoveel welvaart, zo'n grote onderlinge solidariteit.

Europa verdient dus niet het cynisme dat we vandaag bijna overal horen. Cynisme dat wordt aangewakkerd door kunstmatige polarisaties, polarisaties tussen oude en nieuwe lidstaten, tussen grote en kleine landen. Polarisationen die maar tot één iets leiden: tot status-quo en tot achteruitgang.

Het Europese project heeft de afgelopen vijftig jaar altijd twee motoren gehad. De motor van de verdieping en de motor van de uitbreiding. Maar de enige manier om uitbreiding en verdieping in evenwicht te houden, de enige manier om ervoor te zorgen dat de uitbreiding de Unie niet verlamt, is de

l'élargissement ne paralyse pas l'Union, est de supprimer définitivement la règle de l'unanimité. C'est la seule façon d'éviter le statu quo. C'est l'unique route vers les États-Unis d'Europe.

Hier, notre engagement international a été récompensé. 180 nations ont décidé que la Belgique serait membre, pour les deux années à venir, du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Et c'est un grand honneur pour notre pays. Mais c'est aussi une mission colossale. En effet, les défis sont énormes.

L'instabilité au Moyen-Orient, la progression du fondamentalisme, les essais nucléaires de la Corée du Nord, la guerre civile au Darfour, le spectre de l'Iran, pour n'en citer que quelques-uns.

Nous croyons au potentiel de l'ONU. Nous croyons que l'ONU doit être renforcée afin de consolider ce potentiel à l'avenir. Nous croyons que notre contribution au sein du Conseil de Sécurité, bien que modeste peut s'avérer substantielle. Notre objectif est de déplacer, au cours des deux années à venir, quelques pierres dans la rivière de la paix mondiale. Tel est, en tout cas, notre engagement.

Plus l'on se préoccupe du monde, plus l'on se rend compte que ce n'est pas si mal de vivre dans notre pays. Toutefois, je ne prétends pas qu'il n'y a pas de problèmes chez nous. Mais aucun de ces problèmes n'est insurmontable. Nous pouvons y remédier. Nous enregistrons également des progrès.

Quel est en vérité l'état de fait de notre pays ? La Banque Nationale prévoit que notre économie croîtra, en 2006, de 2,7%. Pour 2007, les perspectives de croissance dépassent les 2,2%. Pour la cinquième année consécutive, notre pays réalisera donc de meilleurs scores que la moyenne de la zone euro. Naturellement, ces chiffres ne sont pas miraculeux, comme en Irlande ou en Slovaquie. N'exagérons pas. Mais, en tout cas, il s'agit de bons chiffres, à la fois sérieux et stables, et supérieurs à ceux des pays voisins. Des chiffres que nombre de pays nous envient.

Pour la plupart des gens, les chiffres de la croissance économique ne sont peut-être pas très parlants. Ils s'apparentent quelque peu à de l'arithmétique abstraite. Pourtant, ces données sont bel et bien de grande importance. Plus de croissance économique est en effet synonyme de plus d'emplois et de plus de revenus pour chacun. Rien d'abstrait, au contraire, que du concret.

Ainsi, notre pays enregistre la plus importante chute du nombre de faillites en 10 ans. Cette année, avec 33.000 nouvelles entreprises, le nombre de starters a atteint, pour le premier semestre, un niveau record dans notre pays. De plus, les investissements étrangers enregistrent à nouveau une hausse accélérée. Là encore, il ne s'agit pas de chiffres abstraits.

Cela se vérifie également sur le terrain. Que des entreprises ferment leurs portes ou licencient du personnel est malheureusement une réalité inévitable et inhérente à l'économie d'aujourd'hui. Et d'autres grandes restructurations paraissent inéluctables. Mais ça ne contrebalance pas encore l'emploi créé dans les autres entreprises. Les chiffres démontrent également que nous attirons bien plus d'emplois que nous en perdons.

unanimeitsregel definitief af te schaffen. Alleen zo kunnen we het status-quo vermijden. Alleen zo kunnen we evolueren naar de Verenigde Staten van Europa.

Gisteren werd ons internationaal engagement bekroond. 180 landen beslisten dat België de volgende twee jaar lid zal zijn van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties. En dat is een grote eer voor ons land. Maar ook een immense opdracht. De uitdagingen zijn namelijk enorm.

De instabiliteit in het Midden-Oosten, de opmars van het fundamentalisme, Noord-Korea dat kernbommen test, de burgeroorlog in Darfur, de dreiging van Iran. En ik noem er maar enkele.

Wij geloven in het potentieel van de VN. We geloven ook dat de VN versterkt moet worden om dat potentieel hard te kunnen maken in de toekomst. Wij geloven dat onze bijdrage in de Veiligheidsraad bescheiden maar substantieel kan zijn. Ons doel is de komende twee jaar enkele stenen in de rivier van de wereldvrede te verleggen. Dat is in elk geval ons engagement.

Hoe meer we begaan zijn met de wereld, hoe beter we inzien dat het in ons land niet zo slecht is om te wonen en te leven. Ik wil hiermee niet zeggen dat er bij ons geen problemen zijn. Maar het zijn problemen die op te lossen zijn. Waar iets aan kan worden gedaan en waar we ook vooruitgang mee realiseren.

Wat is inderdaad de feitelijke staat van ons land? De Nationale Bank verwacht dat onze economie in 2006 met 2,7% zal groeien. Voor 2007 voorspelt men een groei van meer dan 2,2%. Hiermee scoort ons land voor het vijfde jaar op rij beter dan het gemiddelde van de Eurozone. Dat zijn geen miraculeuze cijfers, zoals in Ierland of Slowakije. Laten we niet overdrijven. Maar het zijn goede, gedegen, stabiele cijfers, waarmee we in elk geval beter doen dan de buurlanden. Cijfers waar vele landen ons om benijden.

Voor de meeste mensen zeggen die economische groeicijfers misschien niet veel. Het lijkt een beetje op abstracte wiskunde. Nochtans zijn ze wel degelijk van groot belang. Meer economische groei betekent immers meer jobs en meer inkomsten voor iedereen. En dat is niet abstract, dat is zeer concreet.

Zo kent ons land dit jaar de sterkste daling van faillissementen in tien jaar tijd. In de eerste zes maanden van dit jaar zijn er al 33.000 nieuwe bedrijven opgericht, dat is een nieuw recordaantal startende bedrijven in ons land. En bovendien stijgen de buitenlandse investeringen opnieuw snel. Dat zijn geen abstracte cijfers.

Je ziet dat ook op het terrein. Dat bedrijven sluiten of personeel laten afvloeien, is jammer genoeg onvermijdelijk in de hedendaagse economie. En er zullen in de toekomst nog grote herstructureringen zijn. Maar dat weegt niet op tegen het werk dat in de andere ondernemingen wordt gecreëerd. Uit cijfers blijkt dat we een pak meer jobs aantrekken dan er verloren gaan.

Cette croissance est tangible sur le terrain. Les investissements se multiplient. L'esprit d'entreprise se propage. Les emplois prolifèrent.

Et je ne m'attarderai pas là-dessus, car, ça fait trois ans que je subis les huées – un peu moins au Sénat qu'à la Chambre – pour avoir annoncé dans le cadre de la déclaration de politique de 2003, au début de cette législature, que notre objectif était de créer 200.000 nouveaux emplois. Cet objectif était en effet très ambitieux. Et l'année dernière, j'ai reconnu, dans ma déclaration de politique, qu'il pourrait s'avérer trop ambitieux. À l'époque, nous pensions que nous atteindrions au mieux 115.000 nouveaux emplois.

Mais l'année écoulée ne fut pas vaine. Pas plus tard qu'hier, Eurostat annonçait que depuis notre promesse d'atteindre les 200.000 nouveaux emplois, donc depuis 2003, 157.000 nouveaux emplois avaient été créés en termes nets. En d'autres termes, le cap des 200.000 n'est peut-être pas complètement hors de portée.

Je le sais. L'on s'en prend parfois d'un ton narquois au volontarisme dont fait preuve ce gouvernement. Il est vrai que nous plaçons toujours la barre haut. Parfois même trop haut, je le concède. Mais à vrai dire, si nous n'osons même pas de temps à autres placer la barre haut, que pouvons-nous obtenir ? Le minimum ? La moyenne ? Un cinq sur dix ? Nous nous engageons à tendre vers un dix sur dix, à grand renfort d'énergie et d'efforts. Certes, il nous arrive de n'obtenir que huit ou sept. Mais ça dépasse toujours un cinq plutôt moyen.

Notre politique de ces dernières années s'appuyait sur quatre piliers : des réductions de charges, des augmentations du pouvoir d'achat et des réformes ciblées, le tout soutenu par des finances publiques saines. Dans le cadre de cette déclaration de politique, nous ne modifions pas cette approche mais, au contraire, nous la renforçons.

Commençons par le cadre budgétaire. Pendant sept années consécutives, nous avons déposé un budget en équilibre. Pour l'année prochaine, nous visons un excédent. Un excédent d'exactly 0,3%, soit 900 millions d'euros.

Nous visons également le revirement perceptible dans l'évolution du solde primaire. Ce solde a diminué ces dernières années. Même s'il est toujours resté le plus élevé d'Europe. Cette année, le solde primaire a néanmoins repris son ascension et est passé de 4,1% à 4,3%. Cela implique que nous constituons à nouveau plus de réserves pour l'avenir.

Venons en aux mesures uniques. L'ampleur des mesures uniques a fait l'objet de maintes discussions ces dernières années. Or, cette année, ces mesures uniques passent de 0,55% du PIB à 0,38% du PIB.

Le résultat final du budget marque une chute spectaculaire de la dette publique, qui atteint les 83% du PIB. Nous venons de loin. En tant qu'ancien ministre du Budget, je me souviens de l'époque où nous étions quasiment à 137% du PIB.

Tous les niveaux de pouvoir ont contribué à la réalisation de ces résultats et notamment du surplus de 0,3%. Les autorités fédérales, en ce compris la sécurité sociale, présenteront effectivement un excédent d'environ un demi-milliard. Pour les régions, les communautés et les communes, ce chiffre sera de presque 400 millions. De concert avec les communautés et

Die groei is op het terrein merkbaar. Er wordt meer geïnvesteerd. Er wordt meer ondernomen. Er worden meer banen gecreëerd.

En ik zeg dat maar even, want ik word hier – in de Senaat iets minder luid dan in de Kamer – al drie jaar weggehoond omdat ik in de beleidsverklaring van 2003, bij de start van deze regering, zei dat het ons doel was 200.000 nieuwe jobs te creëren. Dat doel was inderdaad zeer ambitieus. Vorig jaar heb ik in de beleidsverklaring toegegeven dat dit misschien te hoog gegrepen was. Toen dachten we dat het er maximaal 115.000 zouden zijn.

Maar het afgelopen jaar is niet voor niets geweest. Gisteren heeft Eurostat bekendgemaakt dat sinds onze belofte om voor 200.000 jobs te gaan, dus sinds 2003, er netto 157.000 nieuwe banen zijn bijgekomen. U zal me niet meer horen herhalen dat we die 200.000 zullen halen, maar misschien zijn ze toch niet helemaal onhaalbaar.

Ik weet het. Er wordt soms schamper gedaan over het voluntarisme van deze regering. We leggen de lat inderdaad altijd hoog. Ik geef toe, vooral ikzelf leg ze soms ook te hoog. Maar als we de lat niet af en toe hoog durven leggen, wat bereiken we dan? Het minimum? Het gemiddelde? Een vijf op tien? Wij engageren ons om voor een tien op tien te gaan, met alle energie en alle inspanningen. En ja, soms halen we misschien maar een acht of een zeven. Maar dat is nog altijd meer dan een middelmatige vijf.

Ons beleid de voorbije jaren was gesteund op vier pijlers: lastenverlagingen, koopkrachtverhogingen en doelgerichte hervormingen en dat alles binnen gezonde overheidsfinanciën. In deze beleidsverklaring veranderen we die aanpak niet, maar we versterken hem wel.

Laten we beginnen met het budgettaire kader. Zeven jaar op rij hebben we een begroting in evenwicht ingediend. Volgend jaar mikken we op een overschot. Een overschot van exact 0,3% of 900 miljoen euro.

We mikken ook op een ommekeer in de evolutie van het primair saldo. Dat saldo daalde de voorbije jaren. Al hadden we nog steeds het hoogste van Europa. Dit jaar stijgt het primair saldo echter opnieuw, van 4,1 naar 4,3%. Dat betekent dat we opnieuw meer reserves aanleggen voor de toekomst.

De eenmalige maatregelen dan. De omvang van de eenmalige maatregelen was het onderwerp van heel wat discussie de voorbije jaren. Welnu, dit jaar dalen de eenmalige maatregelen van 0,55% BBP tot 0,38% BBP.

Het eindresultaat van de begroting is een spectaculaire daling van de staatsschuld tot 83% van het BBP. We komen van ver. Ik herinner me nog dat de staatsschuld toen ik minister van Begroting was ongeveer 137% van het BBP bedroeg.

Al die resultaten, het overschot van 0,3% in het bijzonder, zijn de verdienste van alle beleidsniveaus. De federale overheid, de sociale zekerheid inclusief, zal inderdaad een overschot kennen van om en bij het half miljard. De gewesten, gemeenschappen en gemeenten van bijna 400 miljoen. Met de gewesten en de gemeenschappen werd

les régions, il a été convenu, à court terme, de conclure également des accords sur les dépenses régionales couvertes par l'échelon fédéral.

Car, quelle est la situation actuelle ? Lorsque les régions concluent un accord salarial, c'est au gouvernement fédéral qu'il revient de payer la majoration consécutive des pensions. C'est encore le gouvernement fédéral qui verse le crédit-temps pour leurs fonctionnaires, pour ne citer que quelques exemples.

J'estime dès lors important que nous concluons quelques nouveaux accords en la matière. Et, comme dans tout bon mariage, que nous prenions chacun nos responsabilités, en acceptant tant les avantages que les inconvénients.

Ce qui constitue la spécificité de la déclaration de politique 2007, c'est que non seulement nous renforçons les finances publiques. Mais nous renforçons aussi la politique en elle-même. Tout d'abord sur le plan de la compétitivité, de l'innovation et de l'emploi.

L'économie se porte bien. L'enjeu est désormais de maintenir ce résultat. L'accord interprofessionnel jouera un rôle clé à ce niveau.

Et j'en appelle dès lors aux partenaires sociaux pour qu'ils investissent dans la formation, la recherche et l'innovation tout en contenant le coût salarial. Ils s'y sont engagés dans leur déclaration commune du 27 mars 2006. Il s'agit désormais de transposer cette déclaration en un accord concret.

De son côté, le gouvernement fédéral continuera à étendre et à renforcer les réductions de charges ciblées dans le courant de l'année 2007. Nous l'avions promis aux partenaires sociaux. Nous tenons notre promesse.

L'actuelle réduction des charges sur le travail de nuit et en équipes sera également doublée. Pour atteindre 10,7%. Grâce à cette mesure, les entreprises belges qui recourent au travail en équipes maintiennent leur niveau de compétitivité par rapport à nos pays voisins.

Par ailleurs, la réduction des charges sur les heures supplémentaires sera considérablement renforcée. Les heures supplémentaires deviendront donc nettement meilleur marché. Un tiers des nouveaux moyens ira à l'employeur. Et deux tiers iront au travailleur. Pour la première fois depuis longtemps, il s'avérera par conséquent de nouveau plus lucratif, tant dans le chef de l'employeur que du travailleur, de déclarer une heure supplémentaire plutôt que de la prester au noir.

La déduction professionnelle vouée à récompenser les travailleurs sera doublée. Concrètement, cela signifie que la déduction professionnelle s'élèvera à environ 50 euros par travailleur. Cette déduction s'ajoutera à la réduction fiscale générale qui a actuellement atteint sa vitesse de croisière.

L'exonération partielle du précompte professionnel de 25% minimum en faveur des travailleurs experts sera en outre étendue. Non seulement les titulaires d'un doctorat mais aussi ceux d'un master travaillant dans un département de recherche, donc par exemple aussi un ingénieur industriel, pourront bénéficier de cette exonération.

Enfin, les partenaires sociaux pourront disposer d'une

overeengekomen om op korte termijn ook afspraken te maken over regionale uitgaven die nu federaal betaald worden.

Want wat is de situatie vandaag? Als de gewesten een loonakkoord afsluiten, is het de federale regering die de daaruit voortvloeiende verhoging van de pensioenen betaalt. Het is ook de federale regering die het tijdskrediet voor hun ambtenaren betaalt. Zo zijn er nog tal van voorbeelden.

Ik denk dan ook dat het belangrijk is dat we daarover enkele nieuwe afspraken maken. En dat we, zoals in elk goed huwelijk, elk onze verantwoordelijkheid nemen, zowel in de lusten als in de lasten.

Wat de beleidsverklaring 2007 zo specifiek maakt, is niet alleen de versteviging van de openbare financiën. Wij versterken ook het beleid zelf. Eerst en vooral op het vlak van de competitiviteit, de innovatie en de werkgelegenheid.

De economie draait goed. Het komt er nu op aan dat resultaat te bestendigen. Het interprofessioneel akkoord zal hierin een belangrijke rol spelen.

En ik roep de sociale partners dan ook op om te investeren in vorming, onderzoek en innovatie en tegelijk de loonkosten beperkt te houden. Ze hebben zich daartoe overigens geëngageerd in hun gezamenlijke verklaring van 27 maart 2006. Het komt er nu op aan om die goede verklaring in een concreet akkoord om te zetten.

De federale regering van haar kant zal ze daarbij maximaal steunen en zal in 2007 het pakket lasten- en belastingverlagingen uitbreiden en versterken. We hadden dat aan de sociale partners beloofd en we zullen die belofte dan ook nakomen.

De bestaande lastenverlaging voor nacht- en ploegenarbeid zal in één maal bijna worden verdubbeld van 5,6% tot 10,7%. Daardoor blijven de Belgische, vooral industriële bedrijven, concurrentieel met die van de buurlanden.

Ook de belastingverlaging op overuren zal aanzienlijk worden versterkt. Overuren worden dus flink goedkoper. Een derde van de nieuwe middelen gaat naar de werkgever. En maar liefst twee derden naar de werknemer. Daarmee wordt het voor het eerst zowel voor de werkgever als voor de werknemer opnieuw lonender om een overuur in het wit te presteren in plaats van in het zwart.

Ook de jobkorting, die mensen die werken beloont, wordt verdubbeld. Concreet betekent dit dat ze ongeveer 50 euro per werknemer zal bedragen. Een bedrag dat bovenop de algemene belastingverlaging komt, die nu op kruissnelheid is.

Daarnaast wordt ook de gedeeltelijke vrijstelling van de bedrijfsvoorheffing van minimum 25% voor kenniswerkers uitgebreid. Die vrijstelling zal niet alleen gelden voor doctorandi, maar voor iedere onderzoeker met een masterdiploma die in een researchafdeling werkt, dus bijvoorbeeld ook voor een industrieel ingenieur.

Ten slotte wordt ook een enveloppe van 30 miljoen euro ter

enveloppe de 30 millions afin d'augmenter le revenu mensuel minimum garanti net sans pour autant augmenter les charges des entreprises.

Une autre réduction de charges commence aussi à porter ses fruits : celle des intérêts notionnels. Grâce à la loi sur les intérêts notionnels, notre pays est actuellement considéré comme l'un des pays les plus intéressants au monde pour les investissements.

Mais ce n'est pas tout. De nouveaux tarifs réduits seront prévus pour les réserves immunisées. Nous sommes persuadés que cette mesure permettra de réinvestir dans notre économie bon nombre de capitaux inutilisés à ce jour par les entreprises.

La compétitivité de notre pays ne pourra croître qu'en collaborant avec tous les niveaux. En effet, à quoi bon diminuer les impôts à un échelon administratif si c'est pour les relever à un autre. C'est ce qui s'appelle « se renvoyer la balle ». Ceci se traduit par des polarisations gratuites, néfastes à notre pays ainsi qu'à nos entreprises. Voilà pourquoi nous proposons de conclure, dans les mois à venir, un pacte avec les communautés, les régions et les communes, un « pacte au profit du monde professionnel ». Pas pour plus de recettes. Que du contraire, nous voulons conclure un pacte dans le cadre duquel nous nous engagerons conjointement à l'égard des entreprises.

Ce pacte devrait, concrètement, comprendre deux volets. Nous déciderons, dans le premier volet, de ne plus lever d'impôt des sociétés sur les primes et les subventions allouées aux entreprises : législation d'expansion, R&D, primes d'entrepreneuriat, subsides à l'exportation, subsides agricoles.

Un deuxième volet sera, quant à lui, dévolu à l'introduction d'un nouveau mécanisme de déductibilité afin de stimuler les régions et les communes à procéder à des réductions de charges au bénéfice des entreprises. Pourquoi ne pas dire Plus les impôts sont bas, plus la déductibilité est élevée. Fort d'un tel pacte – j'en suis sûr – nous garantirons à nos entreprises une réduction fiscale dans l'ensemble du pays. Nos entreprises méritent cet engagement.

En parlant d'engagement. La semaine passée, Al Gore s'est rendu à Bruxelles pour nous convaincre des dangers de l'émission de CO₂ et du réchauffement planétaire. Les données scientifiques qu'il avançait étaient carrément révoltantes. En raison du réchauffement planétaire, le nombre d'ouragans violents a doublé ces trente dernières années. La dernière décennie, l'intensité de la fonte des glaces a doublé.

Piégeant la chaleur des rayons solaires dans l'atmosphère, le CO₂ est le grand coupable de l'histoire du réchauffement planétaire. Si nous ne réduisons pas nos émissions de CO₂, les conséquences s'avéreront dramatiques à court terme. Dans 25 ans, le nombre de décès dus au réchauffement atteindra le cap de 300.000 personnes par an. En raison de la fonte des glaces, le niveau des mers augmentera de six mètres. Les sécheresses seront plus fréquentes, ainsi que les vagues de chaleur et les incendies de forêt.

Nous pouvons toutefois prévenir ces désastres. Ce n'est pas une fatalité. À une seule condition : que nous réduisions

beschikking gesteld van de sociale partners om het netto gewaarborgd minimum maandinkomen te verhogen zonder echter de lasten voor de bedrijven te verhogen.

Een andere lastenverlaging begint stilaan zijn vruchten af te werpen: de notionele interestaftrek. Dankzij de wet op de notionele interestaftrek staat ons land vandaag voor wat investeringen betreft gerangschikt bij de meest interessante landen ter wereld.

Maar dat is niet alles. Er komen nieuwe, verlaagde tarieven voor de belastingvrije reserves. We zijn ervan overtuigd dat heel wat slapend kapitaal dat vandaag in het bedrijf ongebruikt blijft, door deze maatregel opnieuw in onze economie kan worden geïnvesteerd.

De competitiviteit van ons land kan alleen omhoog als we samenwerken met alle niveaus. Wat heeft het immers voor zin om op het ene bestuursniveau de belastingen te verlagen, als men ze op een ander opnieuw verhoogt? Elkaar de zwartepiet doorschuiven, heet dat. Het zorgt voor polarisaties die niet goed zijn voor ons land en evenmin voor de bedrijven. Daarom bieden we aan om in de komende maanden een pact te sluiten: een pact met de gewesten, de gemeenschappen en de gemeenten, een 'pact ten voordele van het bedrijfsleven'. Niet om meer inkomsten. Integendeel, we willen een pact sluiten waarin we ons gezamenlijk engageren tegenover de bedrijven.

Dit pact zou uit twee onderdelen moeten bestaan. In het eerst onderdeel beslissen we om geen vennootschapsbelasting meer te heffen op premies en subsidies aan bedrijven. Ik denk dan aan de premies in het kader van de expansiewetgeving zoals O&O, ondernemerschapspremies, exportsubsidies, landbouwsubsidies.

In het tweede deel willen we een nieuw mechanisme van aftrekbaarheid invoeren om de regio's en de gemeenten te stimuleren lastenverlagingen ten voordele van de bedrijven door te voeren. Hoe lager de belastingen, hoe hoger de aftrekbaarheid. Met zo'n pact – daarvan ben ik overtuigd – geven we onze ondernemingen de garantie dat de belastingen overal in ons land zullen dalen. Onze bedrijven verdienen dat engagement.

Van engagement gesproken: Al Gore was vorige week in Brussel om ons te overtuigen van de gevaren van de CO₂-uitstoot en de opwarming van de aarde. De wetenschappelijke cijfers die hij gaf, waren ronduit choquerend. Door de opwarming van de aarde is het aantal zware orkanen de laatste dertig jaar verdubbeld. Het afgelopen decennium is het smeltende ijs van de gletsjers verdubbeld.

De grote boosdoener in dit opwarmingsverhaal is CO₂, dat de warmte van de zon binnen onze atmosfeer houdt. Als we de CO₂-uitstoot niet verminderen, zullen de gevolgen op korte termijn dramatisch zijn. Over 25 jaar zal het aantal doden ten gevolge van de opwarming stijgen tot 300.000 mensen per jaar. Door het smelten van ijs zal het zeeniveau met zes meter stijgen en zullen er meer droogtes, hittegolven en bosbranden komen.

We kunnen deze rampen voorkomen. Dit is geen fataliteit. Er is echter één voorwaarde: we moeten ervoor zorgen dat er

drastiquement nos émissions de CO₂. Nous devons prendre au sérieux le message d'Al Gore. Notre plan Kyoto est un pas dans la bonne direction, mais de nouveaux instruments s'avèrent nécessaires.

C'est la raison pour laquelle nous introduisons une nouvelle taxe sur les emballages non respectueux du climat. Cette taxe sera subordonnée au bilan CO₂ de l'emballage. En d'autres termes, plus l'émission de CO₂ sera faible durant la production, moins il y aura de taxe. Si les emballages en papier ne sont par exemple pas taxés, ceux en plastique ou en aluminium le sont d'autant plus. Nous caressons surtout l'espoir que cette mesure déclenche une modification du comportement des producteurs. Tandis que le consommateur conserve le libre choix.

Mais plus de Kyoto, c'est non seulement une question de pénalisation mais encore de stimulation. C'est la raison pour laquelle nous introduisons une déduction fiscale pour les filtres à suie et allons élargir la déductibilité des investissements économiseurs d'énergie.

En 2007, nous renforcerons également notre politique sociale. Dans ce contexte, l'excédent dégagé dans la sécurité sociale joue un rôle essentiel. Et ici encore, nous allons à l'encontre de la tendance européenne et de celle de nos pays voisins. Cet excédent est possible tant via un contrôle strict des dépenses, une perception de nouvelles recettes autres que celles émanant du travail que via la perception de nouvelles recettes censées favoriser la santé. Notamment par le biais d'accises sur le tabac.

Mais nous n'allons pas tout simplement dépenser l'excédent constitué. Nous avons surtout dégagé cet excédent pour préparer l'avenir. Car l'accroissement du vieillissement de la population se décline sous deux formes : une hausse du coût lié aux pensions et une hausse des coûts liés aux soins de santé. Pour assurer le financement futur des pensions, nous disposons d'un Fonds de vieillissement. Aujourd'hui, nous créons également un second fonds, à savoir le Fonds pour l'avenir de notre système de soins. En 2007, nous réserverons déjà 309 millions d'euros à cette fin. Grâce à ce Fonds pour l'avenir de notre système de soins, nous entendons compenser les coûts futurs des soins de santé que générera le vieillissement lors des décennies à venir.

Pour les travailleurs indépendants, l'opération sera similaire, mais spécifiquement axée sur les petits risques.

Nous renforcerons également la lutte contre la fraude en matière de sécurité sociale, tout comme c'est le cas en matière de fiscalité. En guise de proposition gouvernementale, nous transmettons aux partenaires sociaux un nouveau système forfaitaire en vue de contrer le travail au noir dans les secteurs du bâtiment et du nettoyage.

Le budget de l'an prochain renforcera considérablement le pouvoir d'achat, entre autres par le biais de certaines corrections sociales importantes. Les citoyens ont, aujourd'hui, plus dans leur poche. Ce n'est pas une promesse, mais bel et bien un fait. Tandis que le pouvoir d'achat diminuait encore de 0,2% en 2004, il a augmenté de 1% en 2005 et de 1,8% en 2006. Et d'après les prévisions, cette hausse du pouvoir d'achat pourrait s'élever à 2,3% pour 2007. Ce pouvoir d'achat élevé explique partiellement le fait que, ces dernières années, notre croissance économique dépassait

minder CO₂-uitstoot komt. We moeten de boodschap van Al Gore ernstig nemen. Het Kyotoplan is goed, maar er zijn nieuwe instrumenten nodig om de doelstellingen te halen.

Daarom werd beslist een nieuwe heffing in te voeren op klimaatvriendelijke verpakkingen. De heffing zal afhangen van de CO₂-balans van de verpakking. Hoe minder CO₂ bij de productie wordt geproduceerd, hoe minder heffing. Zo komt er bijvoorbeeld geen heffing op papieren verpakkingen, maar op plastic en aluminium des te meer. We hopen dat dit het gedrag van de producenten zal doen wijzigen, terwijl de consument zijn keuzevrijheid behoudt.

Over Kyoto wordt veel gesproken, maar er is ook moed nodig om de nodige maatregelen te nemen, ook positieve maatregelen zoals de belastingaftrek voor roetfilters of de uitbreiding van de aftrek voor energievriendelijke investeringen.

We zullen in 2007 eveneens het sociaal beleid versterken. Daarvoor is het overschat op de sociale zekerheid essentieel. Ook hier gaan we in tegen de trend in Europa en in de buurlanden. Dit overschot is mogelijk dankzij het streng in de hand houden van de uitgaven, het aanboren van andere inkomsten dan die uit arbeid en het aanboren van nieuwe inkomsten die de gezondheid moeten bevorderen, onder meer via de accijnzen op tabak.

Bijzonder is dat we het overschot dat we opbouwen, niet zo maar gaan uitgeven. We willen daarmee de toekomst voorbereiden. De toenemende vergrijzing heeft namelijk twee effecten: een verhoging van de pensioenkosten en een verhoging van de kosten voor gezondheidszorg. Voor de betaalbaarheid van de pensioenen van de toekomst hebben we het Zilverfonds in het leven geroepen. Nu richten we een tweede fonds op, namelijk een Zilverzorgfonds. We reserveren daarvoor in 2007 al 309 miljoen euro. Met dit fonds, dat we elk jaar willen doen groeien, willen we de toename van de toekomstige kosten van de gezondheidszorg ten gevolge van de vergrijzing de komende decennia opvangen.

Voor de zelfstandigen zal hetzelfde gebeuren maar dan specifiek voor de kleine risico's.

We versterken ook de fraudebestrijding in de sociale zekerheid, net zoals dat het geval is in de fiscaliteit. We sturen als regeringsvoorstel een nieuw forfaitair systeem om het zwartwerk in de bouw en de schoonmaak tegen te gaan naar de sociale partners.

De begroting van volgend jaar versterkt ook in aanzienlijke mate de koopkracht, onder meer door enkele belangrijke sociale correcties. Mensen houden vandaag meer geld over. Dat is geen belofte, maar een feit. Waar de koopkracht in 2004 nog daalde met 0,2%, steeg die in 2005 met 1% en in 2006 met 1,8%. En naar verwachting kan die koopkrachtstijging 2,3% bedragen in 2007. Deze sterke koopkracht is mede de verklaring van het feit dat onze economie de voorbije jaren sterker groeide dan die van de

celle de nos pays voisins.

Elle nous permet de donner un sérieux coup de pouce, surtout aux personnes vulnérables de notre société. Dans un pays développé comme le nôtre, nous ne pouvons, en effet, accepter que des mères et des pères ne gagnent pas suffisamment d'argent pour assurer à leurs enfants une certaine sécurité, pour leur offrir un avenir. À l'égard de ces gens, nous devons aussi prendre nos responsabilités. Eux aussi méritent des chances égales pour progresser.

Le Contrat de solidarité entre générations a prévu un mécanisme d'adaptation au bien-être des prestations sociales. Dans l'intervalle, nous avons établi une base légale. En septembre, nous recevions un avis unanime des partenaires sociaux sur la définition concrète des adaptations au bien-être. Le gouvernement a décidé d'exécuter cette proposition, qui est suivie dans sa quasi totalité, voire de l'élargir. Les allocations les plus modestes et les pensions les plus anciennes seront majorées. C'est le bonus bien-être pour les pensions. Les plafonds auxquels les pensions seront calculées augmenteront également. Et la garantie de revenus aux personnes âgées, les pensions minimales des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants seront relevées pour annuler dorénavant tout risque de verser dans la pauvreté. Les allocations familiales pour le premier enfant seront majorées pour les indépendants. Le revenu d'intégration sera majoré et par la suite adapté au bien-être.

Le ticket modérateur restreint auquel seuls les VIPO pouvaient prétendre jusqu'à présent sera réformé en une OMNIO, à savoir une extension à tous ceux dont le revenu se situe en deçà de 14.000 euros. Le maximum à facturer sera élargi à tous les aspects relatifs aux maladies chroniques qui n'avaient pas été portées en compte jusqu'à présent.

Et pour finir, une mesure qui me tient véritablement à cœur : la création d'un fonds amiante. C'est en effet grâce à ce fonds que nous entendons réduire les frais de santé auxquels sont confrontées les nombreuses victimes de l'amiante. Les personnes atteintes dans le cadre de leur activité professionnelle peuvent recourir au Fonds des maladies professionnelles, tandis que celles qui le sont par une autre cause ne sont jusqu'à présent pas couvertes. C'est donc, me semble-t-il, un important pas en avant.

Toutefois, malgré la liaison au bien-être des revenus de ces personnes, il subsiste dans notre pays, surtout dans les grandes villes, un grave problème : le logement. C'est pourquoi le logement et la location font l'objet d'une autre série de mesures. Les prix des habitations flambent. Un nombre croissant de personnes éprouvent davantage de difficultés à acquérir un bien. Et pour les plus pauvres d'entre nous, non seulement l'achat d'une maison est depuis longtemps hors de portée mais la location constitue aussi de plus en plus un problème.

C'est pourquoi nous avons adopté tout un paquet de mesures stimulant le locataire et le propriétaire à modérer les prix des loyers et permettant aux gens d'acquérir plus rapidement leur propre habitation. Je vous en donne quelques-unes. Nous instaurons un nouveau régime de garantie locative fixée à deux mois de loyer qui pourra être versée en une fois ou par tranches mensuelles. Nous réduirons la TVA sur les logements sociaux par un arrêté royal. Nous appliquerons

buurlanden

Hiermee geven we vooral de zwakkeren een duw in de rug. We kunnen in een ontwikkeld land als het onze immers niet aanvaarden dat moeders en vaders onvoldoende geld hebben om hun kinderen wat zekerheid te geven, een toekomst te geven. Tegenover deze mensen moeten we ook onze verantwoordelijkheid nemen. Ook zij verdienen gelijke kansen om vooruit te geraken.

In het Generatiepact werd een mechanisme van welvaartsaanpassingen van de sociale uitkeringen overeengekomen. We hebben intussen voor een wettelijke basis gezorgd. In september kregen we een unaniem advies van de sociale partners over de concrete invulling van die welvaartsaanpassingen. De regering heeft beslist om dat voorstel, dat grotendeels wordt gevolgd, uit te voeren en zelfs uit te breiden. De laagste uitkeringen en oudste pensioenen worden verhoogd: de welvaartsbonus voor pensioenen. Ook de plafonds waarop de pensioenen berekend worden gaan omhoog. En de inkomensgarantie-uitkering voor bejaarden en de minimumpensioenen van werknemers en zelfstandigen wordt zodanig verhoogd dat zij niet langer het risico zullen lopen om in de armoede terecht te komen. Ook de kinderbijslag voor het eerste kind voor zelfstandigen wordt verhoogd. Het leefloon wordt opgetrokken en later ook aangepast aan de welvaart.

Het beperkt remgeld waar tot vandaag enkel WIGW's recht op hadden, wordt nu hervormd tot een OMNIO, namelijk een uitbreiding tot iedereen met een inkomen van minder dan 14.000 euro. De maximumfactuur wordt uitgebreid naar al die aspecten van chronische ziektes die tot hier toe niet in rekening werden gebracht.

En een maatregel ten slotte die mij erg ter harte gaat is dat er eindelijk een asbestfonds wordt opgericht. Met dit fonds willen we de gezondheidskosten van de vele slachtoffers van asbest mee helpen drukken, niet alleen de mensen die in het kader van hun beroepsactiviteit ziek zijn geworden, maar ook degenen die in andere omstandigheden met asbest in aanraking zijn geweest. Dat is een belangrijke stap vooruit.

Maar hoe welvaartsvast de inkomens van deze mensen ook worden gemaakt, één groot probleem blijft nijpend: huisvesting. Daarom is wonen en huren een ander pakket aan maatregelen. De prijzen van huizen stijgen enorm. Kopen wordt moeilijker voor meer en meer mensen. Maar voor de armsten onder ons is niet alleen kopen al langer onhaalbaar. Ook huren wordt steeds meer een probleem.

Daarom hebben we een heel pakket aan maatregelen genomen die zowel de huurder als de verhuurder stimuleren om de huurprijzen te matigen, en mensen sneller de kans te geven om een eigen huis te verwerven. Ik geef er enkele. We voeren een nieuwe regeling voor de huurwaarborg in, waarbij die in eenmaal voor twee maanden of in maandelijkse schijven kan worden betaald. De BTW op sociale woningen wordt verlaagd. Het verlaagd BTW-tarief voor renovatie wordt ook

également un taux de TVA réduit pour la rénovation de nouvelles constructions de remplacement dans les quartiers défavorisés des grandes villes. Ceci est très important. Nous introduisons une réduction fiscale ou un taux réduit sur le précompte immobilier en cas de rénovation de maisons de rapport modestes pour autant que le nouveau contrat prévoie la modération des loyers et une bonne gestion.

Nous poursuivrons également les projets pilotes et maintiendrons les commissions paritaires au sein desquelles les locataires et propriétaires entendent contenir les prix et nous espérons pouvoir conclure des accords de coopération en la matière avec les régions. Ce ne sont que des exemples de réformes que nous voulons mettre en œuvre dans le cadre de la problématique des loyers.

Ensuite il y a le secteur de l'énergie. Dans le sillage des remèdes de la Commission européenne et des accords avec le gouvernement fédéral, le paysage énergétique changera complètement de visage à l'avenir. En effet, trois producteurs évolueront sur le marché de l'électricité : SUEZ-GDF, SPE et un troisième acteur dont la place est encore libre. Sur le marché du gaz, nous passerons d'un à deux acteurs. Dès lors, les partenaires seront plus nombreux qu'aujourd'hui à assurer l'approvisionnement énergétique de notre pays. En outre, il a été convenu que les prix de l'électricité n'augmenteront pas avant que le marché ne soit entièrement libéralisé. Nous avons donc choisi de permettre d'abord la concurrence et d'autoriser ensuite la fluctuation des prix plutôt que d'autoriser d'abord la fluctuation des prix pour ensuite libéraliser le marché.

Certains jugent les réformes peu importantes, en ont peur ou tentent d'effrayer les autres. C'est une erreur. À titre d'exemple, je citerai la réforme des polices, réalisée il y a quelques années et qui ne fut pas toujours simple. Je n'ai encore jamais entendu personne nier qu'elle était une réussite. Je n'ai encore jamais entendu personne nier que la criminalité dans notre pays avait chuté.

Et c'est grâce aux milliers d'agents de police de ce pays. C'est pourquoi je tiens à féliciter et à remercier, aujourd'hui, les membres de la police. Il n'est jamais facile de changer. Mais aujourd'hui, notre nouvelle police est une réalité. Nous continuerons à renforcer et à orienter la police. C'est avec une mentalité similaire que nous réorganiserons la sécurité civile.

Nous mènerons également quantité de réformes au niveau de la justice. Le budget 2007 prévoira de nouveaux moyens pour l'accès à la justice, la lutte contre l'arriéré judiciaire et la modernisation. En ce qui concerne la politique pénale, nous continuerons à investir pour les alternatives à la prison, notamment par l'extension du nombre de bracelets électroniques qui vient de dépasser le chiffre de 600 et l'augmentation des peines de travail.

L'engagement de nouveaux agents pénitentiaires va permettre de renforcer la sécurité dans nos établissements mais nous allons aussi organiser un meilleur suivi des condamnés pour permettre de mieux protéger la société et d'organiser la réinsertion.

toegepast voor vervangende nieuwbouw in achtergestelde wijken van grote steden. Er komt ook een belastingsvermindering bij de renovatie van bescheiden huurwoningen indien in het nieuwe contract de prijs beheerst wordt.

We gaan ook door met de pilootprojecten en behouden de paritaire commissies waar huurders en eigenaars de prijzen proberen beperkt te houden. We hopen hieromtrent met de gewesten samenwerkingsakkoorden af te sluiten waardoor het mogelijk is om gezinnen die geconfronteerd worden met hoge huurgelden te ondersteunen. Het zijn een aantal voorbeelden van de hervormingen die we in de huurproblematiek wil doorvoeren.

Een volgende punt heeft betrekking op de energiesector. Na de remedies van de Europese Commissie en de bijkomende toezeggingen aan de federale regering door SUEZ zal het energielandschap er in de toekomst volledig anders uitzien. Op de elektriciteitsmarkt zullen er drie producenten zijn: SUEZ-GDF, SPE, en de plaats voor een derde speler staat nog open. Op de gasmarkt gaan we van één naar twee grote spelers. Er zullen meer partners dan vandaag kunnen zorgen voor de energiebevoorrading van ons land. Bovendien werd afgesproken dat de prijzen voor elektriciteit niet stijgen tot de volledige liberalisering van de markt is doorgevoerd. We hebben er dus voor gekozen om eerst concurrentie toe te laten en daarna pas de prijzen los te laten, in plaats van eerste de prijzen los te laten en dan te liberaliseren.

Sommigen vinden hervormingen niet belangrijk, zijn er bang van of boezemen er anderen angst voor in. Dat is een foute ingesteldheid. Als voorbeeld verwijs ik naar de politiehervorming die we de voorbije jaren hebben ingevoerd en die niet altijd eenvoudig was. Niemand spreekt het succes ervan tegen. Niemand ontkent dat de criminaliteitscijfers sindsdien in gunstige zin zijn geëvolueerd.

Dat danken we aan de duizenden politiemensen in ons land. Van deze gelegenheid maak ik dan ook gebruik om hen hiervoor te feliciteren, want verandering is niet gemakkelijk. Na zovele jaren van implementatie meen ik dan ook te mogen stellen dat de nieuwe politie er staat. We moeten die nieuwe politie blijven versterken en bijsturen en we moeten alles in het werk stellen om onze civiele veiligheid te reorganiseren.

Ook in Justitie zullen we talloze hervormingen doorvoeren. Voor de toegang tot de justitie, de strijd tegen de gerechtelijke achterstand en de modernisering zullen in de begroting 2007 nieuwe middelen worden vrijgemaakt. Inzake het strafrechtelijk beleid zullen we verder blijven investeren in alternatieven voor celstraffen, door onder meer de uitbreiding van het elektronisch toezicht, die inmiddels voor meer dan 600 gedetineerden werd ingevoerd, en uitbreiding van de werkstraffen.

De aanwerving van nieuwe penitentiaire agenten zal het mogelijk maken de veiligheid in de strafinrichtingen te verhogen, maar we zullen ook de veroordeelden beter opvolgen, met het oog op een betere bescherming van de maatschappij en een betere regeling van de herinschakeling in de maatschappij.

Les tribunaux d'application des peines seront un fait dès février 2007. Le moment est important. Ils contribueront à une grande cohérence au sein de la politique d'application des peines et seront en outre responsables de la mise à disposition de certaines catégories de criminels présentant un risque sécuritaire élevé.

Des mesures supplémentaires seront également prises à l'égard des détenus qui présentent un risque permanent. Dès le moment de leur détention, les délinquants sexuels seront contraints de suivre un traitement. Après avoir purgé leur peine, ils seront également soumis à un suivi durable. Les internés seront également confiés aux tribunaux d'application des peines. Ces derniers veilleront à prévoir davantage de thérapies de meilleure qualité. Les internés présentant un risque moyen ou faible seront intégrés dans les parcours de soins que nous entendons développer au niveau régional. Les internés à haut risque demeureront dans les institutions de défense sociale ; deux nouveaux établissements seront ouverts, l'un à Gand, l'autre à Anvers.

Par le biais de ces mesures, nous entendons mieux protéger notre société dans un proche avenir. Il reste néanmoins un phénomène sur lequel la police et la justice n'ont que peu d'emprise. Puisqu'il s'agit d'un phénomène de société. Je veux parler de la croissance des agressions. Malgré des chiffres de criminalité en baisse, les chiffres des agressions sont en hausse. Les homicides sont en hausse. Le racisme est en hausse. La violence physique est en hausse.

Derrière ces chiffres traduisant une violence croissante se cachent des hommes, des victimes innocentes. Quelques événements de l'année écoulée nous l'ont rappelé avec effroi. La fusillade raciste et meurtrière d'Anvers. L'assassinat insensé de Joe Van Holsbeeck. La mort brutale des petites liégeoises Stacy et Nathalie, pour ne citer que ces quelques événements. Nous avons l'impression de nous réveiller dans un autre monde, un monde plus violent. Un monde qui n'était pas le nôtre. Nous nous sommes demandés comment tout cela était possible dans un pays comme le nôtre ? Chacun d'entre nous détient une part de la réponse.

Nous vivons dans un monde complexe. Pourtant, nous entendons de plus en plus de réponses simplistes. Des slogans, sans nuances. Ils nous ont tous séduits à un moment. Mais, c'est un signe de faiblesse politique. Qui entraîne de profondes polarisations dans la société.

Mettons aujourd'hui un terme à tout cela. La population en a assez des polarisations. De rejeter la faute sur d'autres groupes. Les Flamands contre les Francophones. Les Francophones contre les Flamands. Les autochtones contre les allochtones. Les allochtones contre les autochtones. Les anciens États membres de l'Union européenne contre les nouveaux adhérents. Les Européens contre les Américains. Et l'inverse.

Il est facile de porter des accusations, mais elles ne sont d'aucune aide pour la politique que nous devons mener. Soit l'on prétend que les autres ne travaillent pas assez et sont paresseux. Soit l'on prétend qu'ils viennent nous voler nos emplois. Et j'en passe !

Il est facile de porter des accusations. Je n'ai pas l'illusion de

De strafuitvoeringsrechtbanken, die in februari 2007 in werking zullen treden, zullen in dat opzicht een belangrijk kantelmoment betekenen. Ze zullen bijdragen tot een grotere coherentie in het strafuitvoeringsbeleid en bevoegd zijn voor de terbeschikkingstelling van sommige categorieën van misdadigers die een hoog veiligheidsrisico vertegenwoordigen.

Er worden ook extra maatregelen genomen voor gevangenen die een blijvend risico vormen. Seksuele delinquenten zullen vanaf het moment dat ze in de gevangenis zitten, verplicht worden om een behandeling te volgen en ook na hun straf zullen ze blijvend worden gevolgd. Ook de geïnterneerden zullen aan de strafuitvoeringsrechtbanken worden toevertrouwd. Die zullen zorgen voor meer en betere therapie. *Medium* en *low risk*-geïnterneerden zullen terecht kunnen in zorgtrajecten die we op regionaal niveau willen uitbouwen. *High risk*-geïnterneerden blijven in de instellingen voor sociaal verweer, waarvan er twee nieuwe komen in Gent en Antwerpen.

Op die manier willen we onze samenleving in de nabije toekomst beter beschermen. Toch is er ook een fenomeen waaraan politie en Justitie weinig kunnen doen omdat het een maatschappelijk fenomeen is, namelijk de toenemende agressie. Ondanks de dalende criminaliteitscijfers gaan de cijfers van agressie omhoog. Doodslag neemt toe. Racisme neemt toe. Fysiek geweld neemt toe.

Achter die cijfers van toenemend geweld zitten mensen, zitten onschuldige slachtoffers. Dat hebben enkele gebeurtenissen van het afgelopen jaar op verbijsterende wijze duidelijk gemaakt, zoals de racistische en moorddadige schietpartij in Antwerpen, de onzinnige moord op Joe Van Holsbeeck of de brutale dood van de Luikse meisjes Stacy en Nathalie, om er enkele te noemen. We hadden het gevoel dat we in een andere, een hardere wereld wakker werden, een wereld die niet de onze leek. We vroegen ons af hoe dat in een land als het onze mogelijk was. Een deel van het antwoord ligt bij elk van ons.

We leven in een complexe wereld en als politici gaan we ook met die complexe wereld om. Toch horen we meer en meer simplistische antwoorden. Slogans zonder nuances. Het heeft wellicht elk van ons al eens verleid, maar het is een politiek zwakgebod met diepe polarisaties in de samenleving tot gevolg.

Laten we daarmee ophouden. Mensen hebben genoeg van het polariseren, van het beschuldigen van andere groepen. Vlamingen tegen Franstaligen. Franstaligen tegen Vlamingen. Autochtonen tegen allochtonen. Allochtonen tegen autochtonen. Oude Europese lidstaten tegen nieuwkomers in Europa. Europeanen tegen Amerikanen. En omgekeerd.

Beschuldigingen zijn gemakkelijk, maar brengen niets bij tot de politiek die we moeten voeren. Men beweert dat de anderen lui zijn en niet genoeg werken, maar tegelijkertijd beweert men dat van diezelfde mensen ons werk afpakken. Dergelijke onzin wordt schering en inslag.

Nogmaals, beschuldigingen zijn gemakkelijk. Ik maak me

pouvoir convaincre chacun d'entre vous de cesser. Mais les accusations sont aussi dangereuses. Elles paralysent l'esprit, elles aveuglent la raison. Elles font de notre société ouverte une société fermée. Une société courbée sur son passé. Une société indigne de notre pays.

Notre pays s'est en effet forgé sur une tradition d'ouverture, d'engagement, de vision de l'avenir. C'est ce qui a fait la grandeur de notre pays, c'est ce que notre pays doit rester. Ce n'est pas d'où l'on vient mais bien où l'on va qui compte. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*) Ce n'est pas l'origine mais l'avenir qui importe.

Telle est la vision que défend le gouvernement. Nous ne voulons pas prétendre que nous pouvons empêcher l'avenir. Car nous en sommes incapables. Nous ne pouvons empêcher la révolution de l'information. Nous ne pouvons empêcher la mondialisation. Nous ne pouvons empêcher l'internationalisation.

Par contre, ce que nous pouvons faire, c'est nous préparer à l'avenir. Rendre les gens plus forts pour qu'ils résistent à toutes les évolutions.

C'est ce que nous avons fait – avec des hauts et des bas – ces dernières années. C'est ce que nous continuerons à faire l'année qui vient, la dernière année de cette législature. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

Mme la présidente. – L'ordre du jour de la présente séance est ainsi épuisé.

La prochaine séance aura lieu le jeudi 19 octobre à 15 h 00.

(*La séance est levée à 16 h 45.*)

Excusés

MM. Van den Brande et Willems, à l'étranger, Mme Derbaki Sbaï et M. Wilmots, pour d'autres devoirs, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

– **Pris pour information.**

niet de illusie dat ik ieder van u zal kunnen overtuigen om ermee op te houden. Belangrijker is echter dat beschuldigingen ook gevaarlijk zijn. Ze verstarren de geest, ze verblinden de reden. Ze maken van onze open samenleving een gesloten samenleving. Een samenleving die zich begint te richten op het verleden. Een samenleving die niet past bij ons land.

Ons land heeft een traditie van openheid, engagement en gerichtheid op de toekomst. Dat heeft ons land groot gemaakt en dat moet ons land ook blijven. Niet waar men vandaan komt, maar waar men naartoe gaat telt in de samenleving. (*Applaus van de meerderheid.*) Niet de afkomst is belangrijk, maar de toekomst.

Daar staat de regering voor. Wij willen de mensen niet voorhouden dat we de toekomst kunnen tegenhouden. Want dat kunnen we niet. We kunnen de informatierevolutie niet tegenhouden. We kunnen de globalisering niet tegenhouden. We kunnen de internationalisering niet tegenhouden.

Maar we kunnen ons wel op de toekomst voorbereiden en dat is onze plicht als politici. Mensen weerbaar maken, mensen sterker maken, zodat ze in al die veranderingen rechtop kunnen blijven staan.

Dat hebben wij – met vallen en opstaan – de voorbije jaren gedaan. En dat zullen we het komende jaar, het laatste jaar van de legislatuur, blijven doen. (*Applaus van de meerderheid.*)

De voorzitter. – De agenda van deze vergadering is afgewerkt.

De volgende vergadering vindt plaats donderdag 19 oktober om 15.00 uur.

(*De vergadering wordt gesloten om 16.45 uur.*)

Berichten van verhindering

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Van den Brande en Willems, in het buitenland, mevrouw Derbaki Sbaï en de heer Wilmots, wegens andere plichten.

– **Voor kennisgeving aangenomen.**